

Rapport de responsabilité sociétale de BPI-Groupe

L'année 2014 marque, pour le Groupe Bpifrance, des avancées importantes dans l'intégration des enjeux de responsabilité sociétale dans ses activités, conformément aux ambitions que s'étaient fixées la Direction du Développement Durable, dans le cadre de la loi de création de **Bpifrance**.

Le Groupe Bpifrance a défini et validé, avec ses parties prenantes, ses priorités stratégiques en matière de responsabilité sociétale ainsi que sa Charte RSE, et s'est engagé pleinement dans une démarche de progrès dans la prise en compte tant de ses impacts directs, liés à la vie quotidienne de l'entreprise Bpifrance qu'à celle des impacts indirects liés à son activité de soutien aux entreprises.

Une mesure étendue des impacts environnementaux de son fonctionnement interne a ainsi été mise en place, afin d'en améliorer la maîtrise, d'en diminuer les effets, et de sensibiliser l'ensemble de son personnel aux éco gestes.

Dans les métiers, la politique d'investissement responsable, déployée depuis 2010, a été poursuivie et un dispositif d'évaluation de la responsabilité sociétale des entreprises au-delà de certains seuils de montant a été déployé fin 2014 sur les métiers du financement et de l'innovation.

Le Groupe Bpifrance s'est ainsi doté des moyens de prise en compte des enjeux de responsabilité sociétale dans ses pratiques, ainsi que dans la constitution et la gestion de son portefeuille d'engagements, dans le cadre de sa mission d'intérêt public « au service du financement et du développement des entreprises ... » en vue de soutenir « la croissance durable ».

Le présent rapport RSE s'inscrit dans une démarche volontaire d'information de ses parties prenantes ; le périmètre couvert est constitué de BPI-Groupe et de ses filiales métiers directement ou indirectement contrôlées par BPI-Groupe : Bpifrance Financement, Bpifrance Investissement, Bpifrance Participations, et Bpifrance Régions.

Des précisions sont apportées, en tant que de besoin, à certaines informations ou indicateurs communiqués, lorsqu'ils concernent un périmètre différent ou comportent des spécificités.

La stratégie de Responsabilité sociétale du Groupe Bpifrance

La stratégie de responsabilité sociétale de **Bpifrance**, qui s'articule autour de quatre priorités, a été validée par les organes de gouvernance, et a fait l'objet de consultations des instances représentatives du personnel et du Comité National d'Orientation où se retrouvent toutes les parties prenantes du groupe.

Bpifrance s'engage, par sa Charte, à assumer ses responsabilités en matière économique, sociale et environnementale, en s'attachant à promouvoir et agir en faveur :

- de la qualité de la gouvernance et du management - notamment par l'intégration des femmes ;
- de l'emploi - et plus particulièrement l'emploi des jeunes ;
- de l'entrepreneuriat féminin ;
- de la transition écologique et énergétique - spécialement par l'optimisation de l'utilisation des ressources énergétiques.

Cet engagement de **Bpifrance** se décline à tous les niveaux : dans sa gouvernance et son organisation, dans la prise en compte, par les métiers, des risques et opportunités des enjeux de responsabilité sociétale des entreprises, par l'engagement dans les événements ou

organisations de sensibilisation et promotion de ces enjeux, par une offre de formation des clients du Groupe Bpifrance à la RSE, par sa participation active aux travaux de place, en interne enfin, dans sa gestion des ressources humaines et l'amélioration continue de la gestion des impacts directs de ses activités.

Gouvernance et organisation du Groupe Bpifrance

BPI-Groupe contrôle, directement ou indirectement, depuis le 12 juillet 2013, la totalité des structures sociales qui exercent les métiers du financement et de l'investissement.

Le conseil d'administration de BPI-Groupe est composé à parité d'hommes et de femmes, représentant les parties prenantes majeures du groupe Bpifrance ; les administrateurs représentent ainsi l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations, les Régions, ainsi que trois personnalités qualifiées (deux chefs d'entreprises et le Directeur général, Nicolas Dufourcq), ainsi que deux administrateurs salariés du groupe Bpifrance.

Le Comité d'Audit et des Risques et le Comité des nominations et rémunérations (le « CNR ») complètent ce dispositif, qui assure la transparence des décisions et le respect de la réglementation.

Le tableau ci-après résume, pour chaque société contrôlée par BPI-Groupe, les modes de gouvernance en vigueur.

Dénomination	Forme sociale	Instances de direction	Représentant légal	Nombre d'administrateurs	Taux de présence	Nombre Administrateurs actionnaires majoritaires	Nombre personnes Adm salariés	Comités spécialisés	Parité	
BPI-Groupe SA	SA	CA	Présidence et DG dissociées	15	71 %	8	3	2	Comité d'Audit et des Risques ; comité des nominations et rémunérations (CNR)	oui
Bpifrance Financement ¹	SA	CA	PDG	11	81 %	5	5	2	Comité d'Audit et des Risques ; comité des nominations et rémunérations (CNR) ; comités métiers Financement-Garantie et Innovation	7H/5F

¹ Les administrateurs représentant les actionnaires minoritaires et le Président Directeur Général ont été classés dans les personnalités qualifiées

Bpifrance Investissement	SA S	CA	Président	10	65 %	6	3	0	CNR	6H/4F
Bpifrance Participations	SA	CA	PDG	10	71 %	6	3	0	Comité d'Audit et des Risques ; Comité d'investissement	6H/4F
Bpifrance Régions	SA	CA	Présidence et DG dissociées	13	68 %					4H/9F

Les règlements intérieurs des conseils d'administration de BPI-Groupe, Bpifrance Financement, Bpifrance Participations et Bpifrance Investissement précisent le fonctionnement et les prérogatives de chacun de ces conseils d'administration, ainsi que ceux des comités, et comportent une charte d'administrateur, qui définit les devoirs des administrateurs en matière notamment d'assiduité, de confidentialité, et de déontologie.

L'organisation du contrôle interne assure la cohérence de cette fonction essentielle au sein du Groupe Bpifrance. Les fonctions de contrôle périodique et de contrôle permanent relèvent de deux directions autonomes, directement rattachées au Directeur Général ; le contrôle périodique est assuré par l'Inspection Générale et Audit, le contrôle permanent étant assuré par la Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent.

La Direction de la Consolidation des Risques complète ce dispositif sur les problématiques globales de gestion des risques. Enfin, Bpifrance Financement est dotée d'une Direction du Contrôle Permanent Risques, et Bpifrance Investissement de deux fonctions, Conformité et Contrôle Interne et Valorisation.

Le contrôle interne, organisé conformément aux exigences des autorités de tutelle, veille à la régularité et à la conformité des opérations et au respect, par BPI-Groupe et ses filiales, de leurs obligations réglementaires. Celles-ci sont strictement respectées, notamment en matière d'élaboration et transmission de documents aux autorités de tutelle et agences de notation, consultées en tant que de besoin. Les personnels de toutes les structures sont sensibilisés et formés à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et exercent leurs activités dans le cadre d'une charte de déontologie commune ; chaque membre du personnel a été invité à prendre connaissance de ses dispositions et à s'engager à exercer ses activités en s'y conformant strictement.

Le Comité National et les Comités Régionaux d'Orientation², qui représentent toutes les parties prenantes du groupe Bpifrance, sont régulièrement réunis et informés des actions déployées sur les territoires et par les métiers, en cohérence avec les missions d'intérêt général dévolues à **Bpifrance** et les orientations de son plan stratégique.

Les métiers du Groupe Bpifrance sont organisés et structurés pour répondre aux attentes des entreprises et des éco systèmes dans lesquelles elles évoluent, et pour leur ouvrir toutes les opportunités de croissance.

L'organisation est décentralisée, structurée autour de 42 implantations régionales implantées sur l'ensemble du territoire et les départements d'outre mer ; les entreprises disposent ainsi

² Prévus par l'article 6 de la loi 2012-1559 relative à la création de Bpifrance

d'un interlocuteur de proximité sur l'ensemble des métiers, à même de répondre aux besoins de tous les stades de leur développement et de leur apporter une réponse rapide ; un dispositif de larges délégations des pouvoirs de décision permet par exemple, dans le métier du financement, que plus de 90 % des décisions soient prises en région et mises en œuvre rapidement, dans une volonté permanente de proximité et de simplification des processus. Le projet « amélioration continue » initié en début d'année implique progressivement, dans cet objectif, l'ensemble du personnel et de l'organisation.

Cette organisation et le modèle économique du groupe Bpifrance ont un impact positif sur les effectifs, la croissance du chiffre d'affaires et la pérennité des entreprises soutenues par **Bpifrance**, en relation étroite avec ses partenaires et ceux de ses clients³.

L'approche globale des besoins des entreprises et l'emploi, facteur d'intégration sociale et de dynamisme de la vie économique, sont encouragés par l'intégration de critères spécifiques⁴ dans le calcul de la part variable de rémunération des décideurs du Groupe Bpifrance.

La déclinaison de la stratégie RSE dans les métiers

La stratégie RSE de **Bpifrance** repose sur la conviction, confirmée par les études les plus récentes⁵, que la performance RSE crée de la valeur. Sa responsabilité d'acteur centré sur le financement et l'accompagnement des entreprises est donc de les sensibiliser, dans le cadre de ses interventions et par des actions connexes, aux opportunités d'amélioration de compétitivité, d'innovation, d'accès à de nouveaux marchés, qu'offrent la maîtrise des risques environnementaux et de gouvernance, la bonne gestion des ressources humaines et la prise en compte de leurs impacts de toutes natures.

L'intégration d'analyses ESG⁶ ou RSE dans les métiers et la poursuite des actions de formation des entrepreneurs constituent le socle de l'exercice de cette responsabilité.

Etre un investisseur responsable

Au sein de Bpifrance Investissement, les dossiers présentés aux Comités directs d'investissement comportent tous des éléments relatifs aux enjeux « ESG » de l'entreprise cible. Dans un certain nombre de cas, les engagements de progrès convenus avec les dirigeants ont été formalisés dans le pacte d'actionnaires ou une lettre de progrès dédiée. Pendant l'année, un outil d'analyse a été conçu, avec les équipes d'investissement, afin de faciliter leur prise en compte des enjeux ESG et renforcer leur capacité à la promouvoir. Il sera mis à leur disposition au 1^{er} trimestre 2015 et s'accompagnera d'une formation en e-learning et d'une « hot-line ESG », pour aider les investisseurs dans leurs analyses.

Parallèlement, les équipes de fonds de fonds ont systématisé les due diligences ESG auprès des sociétés de gestion. Une enquête annuelle a par ailleurs été réalisée pour la 3^{ème} année consécutive, par questionnaire adressé à tous les gestionnaires des fonds affiliés et gérés en direct par Bpifrance Investissement.

Des informations ont ainsi été recueillies sur 67 % des sociétés de gestion et 36% des entreprises en portefeuille⁷ (contre respectivement 60 % et 31 % en 2013). Les réponses à ces questionnaires traduisent une prise en compte croissante des enjeux ESG, tant par les sociétés de gestion - dont 64 % des répondantes déclarent avoir formalisé une politique ESG

³ Etude 2014 d'évaluation des actions de Bpifrance

⁴ Evolution du nombre de clients communs aux métiers du Groupe Bpifrance et évolution des emplois des entreprises clientes

⁵ Etude de PwC sur les pratiques de l'intégration ESG dans le M&A (The integration of environmental, social and governance issues in mergers and acquisitions transactions) ; étude de l'école Polytechnique sur l'influence de l'intégration ESG dans le secteur du private equity (The price of unsustainability: An experiment with professional private equity investors (Crifo, P., Forget, V. & S. Teyssier -2014)

⁶ Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance

⁷ Soit plus de 1000 entreprises sur les 3000 en portefeuille

dans leur processus d'investissement, contre la moitié l'année précédente - que par les entreprises investies, qui, aux ¾, agissent pour réduire leur empreinte environnementale (contre 60 %) et, à près de 60 % (contre 48 %), ont mis en place ou envisagent la mise en place d'un dispositif d'intéressement de leurs salariés.

Elargir l'analyse des dossiers de financement et d'accompagnement de l'innovation

En décembre 2014, un dispositif d'évaluation obligatoire de la RSE dans les dossiers de financement et d'accompagnement de l'innovation, au-delà de certains seuils, a été déployé. Elaboré de manière collaborative avec les opérationnels du réseau, il s'inscrit dans une stratégie de sensibilisation des entreprises aux enjeux de la RSE et constitue une démarche innovante propre à Bpifrance Financement.

L'évaluation de responsabilité sociétale réalisée sur ces dossiers porte en dix questions sur les enjeux environnementaux, sociaux, sociétaux et de bonne gouvernance de l'entreprise. Les risques extra-financiers identifiés permettent de détecter des sources de compétitivité inexploitées, telles que, par exemple, la réduction des coûts énergétiques ou de gestion des déchets, la refonte de process ou de circuits logistiques, la mobilisation et l'implication des salariés, par une meilleure gestion des compétences et des formations adaptées, ou des conditions de santé et de sécurité au travail améliorées.

Les évaluations « RSE » réalisées seront analysées périodiquement, dans le double objectif d'identifier et partager les résultats de cette approche complémentaire, puis de renforcer l'accompagnement des entreprises sur les enjeux pertinents.

Sensibiliser et accompagner les entreprises aux enjeux de responsabilité sociétale

L'intégration par **Bpifrance** de l'évaluation de la responsabilité sociétale des entreprises dans l'ensemble de ses métiers sensibilise les PME à la prise en compte des enjeux ESG dans leurs activités, en termes de risques et d'opportunités.

Au-delà, **Bpifrance** a poursuivi le programme de formation-action collective de dirigeants d'entreprises, initié en 2013, pour qu'ils conçoivent et mettent en œuvre leurs propres stratégies et plans d'action de développement responsable. En 2014, une session de formation a ainsi été suivie par des dirigeants d'entreprises investies par le fonds régional Ile de France Capital, et une autre session a été engagée avec des dirigeants d'entreprises Bpifrance Excellence accompagnées en financement et innovation.

Dans les mêmes objectifs de sensibilisation et formation, **Bpifrance** poursuit la collecte et la diffusion de bonnes pratiques RSE de ses clients, et son partenariat avec un site internet et un quotidien national.

S'engager sur ses priorités et ses valeurs

Les rencontres 2014 ont mobilisé 11 500 entrepreneurs, dont l'ensemble de la communauté Bpifrance Excellence, dans 33 villes de juin 2014 à février 2015, et ont constitué des moments d'échanges très denses avec les entrepreneurs au plus près de leurs implantations, et en toute simplicité.

Pour aider les entreprises performantes à croître, **Bpifrance** a créé et anime la communauté Bpifrance Excellence, forte de près de 1900 membres actifs, dont près de 400 nouveaux entrants en fin d'année 2014. Vingt cinq événements régionaux ont été organisés, qui leur ont permis de se rencontrer et d'échanger. Vingt cinq formations ont également été offertes par Bpifrance Université, en partenariat avec de grandes écoles de commerce ou sous forme d'ateliers et ont bénéficié à 275 chefs d'entreprise de cette communauté. Les entrepreneurs ont par ailleurs été interrogés à trois reprises cette année sur des sujets d'actualité.

Le Groupe Bpifrance est partenaire officiel de la Fédération des femmes administrateurs, et participe activement aux manifestations qui promeuvent et œuvrent pour soutenir l'entrepreneuriat féminin, telles que le sommet mondial des femmes à Paris en juin 2014, le World Forum Convergence en septembre et le prix de l'entrepreneuriat féminin de la CGPME. Une enquête sur la place respective des hommes et femmes dans les entreprises innovantes a ainsi été menée et diffusée sur le LAB Bpifrance.

Acteur significatif de l'accompagnement et du financement des entreprises dans la transition écologique et énergétique tant en direct que par son soutien à des fonds dédiés⁸, Bpifrance a signé la Déclaration Mondiale sur le Changement climatique, et se mobilisera tout au long de l'année 2015 pour promouvoir la lutte contre le changement climatique dans le cadre de la Conférence de Paris en fin d'année.

La responsabilité sociétale dans le Groupe Bpifrance

Ressources humaines

L'année 2014 a été marquée par un moment fort de la construction sociale de **Bpifrance** : une société de gestion unique constituée le 31 mars rassemble désormais l'ensemble des collaborateurs du métier de l'Investissement qu'ils soient issus de CDC Entreprises, du FSI ou de FSI Régions.

Bpifrance Investissement compte désormais parmi les toutes premières sociétés de gestion européennes avec plus de 300 collaborateurs⁹ et 22,4 Mds€ de fonds sous gestion, y compris pour compte de tiers.

Au-delà des aspects sensibles d'organisation, de procédures, d'agrément réglementaires, de rapprochement physique des équipes, sa constitution a nécessité de parvenir à un statut social unique pour l'ensemble de ses collaborateurs. La construction de ce statut a débuté dès février 2014 avec un accord-cadre élaboré avec les représentants du personnel. A l'issue de plus de 50 réunions de négociation, 7 nouveaux accords ont été signés, traitant des thématiques de rémunération jusqu'à l'harmonisation du temps de travail. Fruit d'un dialogue social constructif et de qualité, ils complètent le statut social, désormais unique de Bpifrance Investissement.

La constitution de Bpifrance Investissement a également nécessité une recomposition du paysage syndical et l'installation de nouvelles instances représentatives du personnel. Enfin, elle s'est accompagnée de la mise en place d'un système informatique RH unique avec des règles de gestion communes, qui sera déployé au 1^{er} janvier 2015.

2014 est également la première année complète de fonctionnement du Groupe Bpifrance, né le 12 juillet 2013 du regroupement des équipes du métier du Financement (ex-OSEO) et de l'Investissement (ex CDC-Entreprises, ex-FSI, ex-FSI Régions).

Outre le processus social spécifique à Bpifrance Investissement, 2014 a été, sur la filiale Financement, une année d'harmonisation de ses vecteurs de rémunérations avec, notamment, un nouvel accord d'intéressement qui inclut des critères environnementaux et la réintroduction, par décret le 29 décembre, de Bpifrance Financement dans le champ des entreprises éligibles à la participation.

⁸ L'ensemble des interventions 2014 dans le secteur de la transition énergétique et écologique (cumul cofinancement, aides et investissement) représente 845 M€, auxquels s'ajoutent 45 M€ de risques pris en garantie.

Les aides à l'innovation en direction des entreprises des filières de la TEE ont représenté près de 89 M€ en 2014, principalement en direction des secteurs de la chimie verte, des énergies renouvelables, du bâtiment à faible impact environnemental, de la qualité de l'air ou de l'eau.

47 prêts à taux zéro innovation (PTZI) ont également accordés pour 12,7 M€, notamment à des entreprises innovantes des secteurs de l'efficacité énergétique, de la chimie verte, des énergies renouvelables ou des déchets.

En financement, l'année 2014 s'achève sur une progression de près de 25 % de crédit en faveur de ce secteur, avec 697 M€, contre 560 M€ en 2013.

Bpifrance participe au financement de l'ensemble des filières d'énergies renouvelables du marché : l'éolien et le solaire photovoltaïque, qui continuent de représenter 80 % du total des financements, la production d'électricité et de chaleur à partir de biomasse pour l'industrie ou le résidentiel, la méthanisation et l'hydraulique.

Les investissements dans le domaine de la transition énergétique et écologique ont mobilisé 51.5 M€ en 2014 :

- 1,5 M€ de souscriptions, dans le cadre du Fonds National d'Amorçage (PIA), au fonds Emertec 5, fonds d'amorçage dans les domaines de l'énergie, de la chimie verte et de l'environnement.

- Près de 50 M€ investis en direct dans les entreprises en particulier dans les secteurs des énergies renouvelables, de la traction électrique, et de la filière bois.

⁹ 299 CDI et 8 CDD

Fort d'un capital humain riche en compétences et reconnu pour sa qualité et son engagement, le Groupe Bpifrance s'est aussi attaché en 2014 à renforcer, dans toutes ses composantes, la gestion de ses emplois et compétences et à accompagner la croissance de l'entreprise par une politique de recrutement toujours plus active.

Le groupe compte à fin 2014, 2 172 collaborateurs en activité¹⁰, dont 99% en CDI. Cet effectif, constitué à 84 % de cadres, se répartit à hauteur de plus de 60 % dans le réseau & support métiers, sur 42 implantations qui permettent à **Bpifrance** d'être un partenaire de proximité pour l'ensemble de ses partenaires et un acteur intégré dans le tissu économique local.

Quelques éléments et chiffres-clefs retracent la politique de gestion RH en 2014 :

Une politique de recrutement toujours plus active : 173 recrutements en CDI sur l'année, dont 28 % concernent des jeunes de 25 ans ou moins¹¹. Dans ce cadre, **Bpifrance** s'attache à maintenir une relation forte et active avec des écoles et des universités et un véritable partenariat via l'apprentissage et les stages, constituant ainsi un vivier de recrutement.

Au total, les effectifs en CDI ont été à nouveau renouvelés cette année à 8,3 % contribuant à abaisser l'âge moyen des collaborateurs en deçà de 44 ans.

Un taux de turn-over des personnels en CDI¹² qui demeure faible, inférieur à 1 %¹³, et qui illustre le niveau d'engagement et de fidélisation des collaborateurs de l'entreprise.

Dans le cadre de ses programmes de formation, **Bpifrance** a mis un accent particulier sur le développement des compétences permettant l'accès à la mobilité fonctionnelle comme géographique, mais surtout sur la connaissance mutuelle des métiers du Groupe. En consacrant 4 % de la masse salariale à sa politique de formation, **Bpifrance** a permis à plus de 80 % de ses collaborateurs de bénéficier d'au moins une formation au cours de l'année 2014.

Un nouvel accord relatif à l'emploi du personnel en situation de handicap (Bpifrance Financement, mai 2014) est venu compléter ceux sur l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, sur l'intergénérationnel, autant de dispositifs de politique RH en faveur de la diversité.

Enfin, le Groupe Bpifrance s'est associé à la consultation « confiance et mixité » menée au sein du groupe Caisse des Dépôts.

Gestion des impacts environnementaux des activités

La Direction des Moyens Généraux assure la gestion des implantations du siège et du réseau, ainsi que des moyens logistiques de l'ensemble du Groupe Bpifrance depuis la fin de l'année 2013.

Ce pilotage opérationnel, coordonné avec l'ensemble des directions, a permis d'élargir la mesure des impacts environnementaux des activités, qui résultent essentiellement des consommations d'énergie des implantations, de la consommation de papier et des déplacements des collaborateurs, à l'ensemble des composantes du Groupe Bpifrance.

¹⁰ 2 121 à fin 2013

¹¹ Contre 151 en 2013, dont 43 de 25 ans ou moins, soit 28%

¹² Nombre de démissions CDI année N / Effectif CDI au 31/12/N-1 hors détachés

¹³ 96% en 2014 contre 1,16% en 2013

Les travaux d'amélioration de l'immeuble « Le Vaisseau », qui abrite le siège social à Maisons Alfort (94), certifié « NF bâtiment tertiaire en exploitation » en 2013, se sont poursuivis activement durant l'année, avec notamment, la rénovation du système de GTB¹⁴, l'installation de détecteurs de présence dans les sanitaires et dans les lieux de circulation, le remplacement des réglettes d'éclairage par de nouveaux modèles plus économes, le remplacement de boutons de commande des chasses d'eau par des modèles double touche. Les travaux ont également eu pour objectif d'assurer un environnement de travail plus sain, avec par exemple le nettoyage des plafonds métalliques, les mesures de débit et de qualité de l'air. Enfin, les 6^{ème} et 7^{ème} étages ont été rénovés aux standards du Groupe Bpifrance après le départ du locataire et avant l'emménagement du personnel. Parallèlement, deux sites en région ont déménagé et trois autres ont été étendus, chacun d'entre eux étant, dans ce cadre, préalablement aménagé aux standards du groupe.

Des actions de sensibilisation des collaborateurs ont par ailleurs été entreprises dans le courant de l'année, avec notamment, le passage en recto verso d'une part significative du parc de copieurs et la diffusion d'une note de bonnes pratiques de gestion des impressions, la poursuite et l'élargissement de la politique de dématérialisation des relations contractuelles avec les clients et l'intégration de bonnes pratiques dans les décisions d'achat. Enfin, **Bpifrance** compensera les émissions de CO₂ de la soirée qui a réuni l'ensemble du personnel du groupe Bpifrance mi-octobre en soutenant un projet d'installation de production thermique à partir de biomasse.

Indicateurs RSE

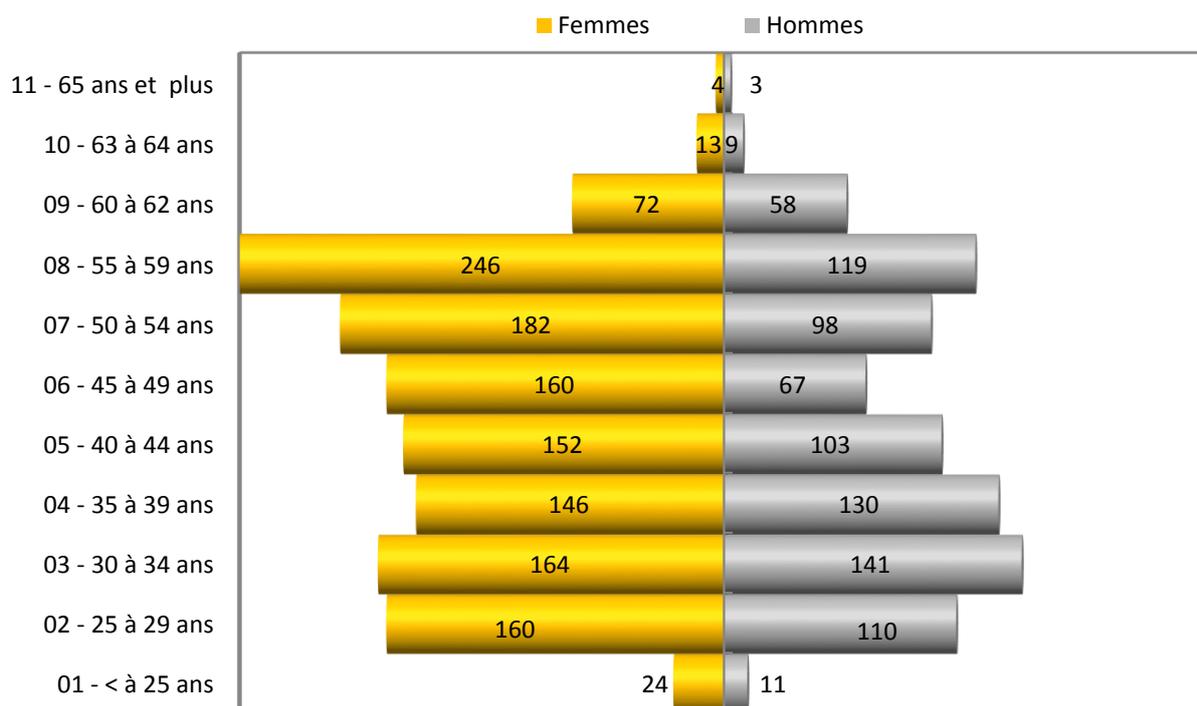
Indicateurs complémentaires ressources humaines BPI-Groupe

Evolution des effectifs au 31 décembre ¹⁵	2014	2013
Effectif total	2172	2121
<i>Dont CDI *</i>	2152	2085
<i>Dont Bpifrance Financement</i>	1853	1820
<i>Dont Bpifrance Investissement</i>	299	265
<i>Dont cadres</i>	1829	1756
<i>% de cadres</i>	84 %	83 %
<i>Nombre de femmes en CDI</i>	1323	1308
<i>% de cadres féminins sur total des cadres</i>	56 %	56 %
<i>Nombre d'hommes en CDI</i>	849	813
<i>% de cadres masculins sur total des cadres</i>	44 %	46 %

¹⁴ Gestion Technique du Bâtiment

¹⁵ Nombre de CDI, CDD, dont détachés et congés sans solde, à temps plein ou partiel aux 31/12/2014 et 2013, hors CFC et stagiaires

Pyramide des âges



Départs hors détachés

2014			2013		
Nombre	dont CDI	dont licenciements	Nombre	dont CDI	dont licenciements
118	108	9	102	93	4

Montant des rémunérations¹⁶ (en euros)

2014	2013	Evolution
128 461 282	122 595 744	4,8 %

¹⁶ Masse salariale brute sociale de la DADS

Indicateurs environnementaux

Remarque liminaire : les indicateurs du siège social sont donnés au prorata des surfaces occupées prorata temporis, à savoir :

- Pour 2013 : 83,81% des volumes
- Pour 2014 : 83,81% des volumes les 11 premiers mois de l'année – 100% au mois de décembre

ENERGIE et émissions de CO₂

CONSOMMATIONS D'ENERGIE sur les implantations immobilières ⁽¹⁾			
(kWh)	2014	2013	Evolution
SIEGE SOCIAL (Le Vaisseau)	4 427 544	4 838 966	- 8,5 %
AUTRES IMPLANTATIONS	3 274 906	2 989 914	+ 9,5 %
TOTAL	7 702 450	7 828 880	- 1,6 %

La diminution de la consommation d'énergie du siège social est le résultat d'une part, des mesures d'économie déployées tout au long de l'année 2014, d'autre part de conditions climatiques favorables, qui ont conduit à une utilisation moindre du gaz.

La consommation d'énergie des autres implantations en 2013 et 2014 repose sur des périmètres différents, essentiellement pour ce qui concerne les sites de Paris. Ainsi, la facturation 2013 ne prend pas en compte les implantations des activités du métier Investissement qui ont été regroupées en 2014 avec celles de la Direction régionale Paris Financement sur un nouveau site. Ce dernier représente à lui seul 17 % de l'énergie facturée hors siège social.

EMISSIONS DE CO ₂ (en kg _{eq} CO ₂) liées à la consommation d'énergie facturée ¹⁷ sur les implantations immobilières ⁽¹⁾			
	2014	2013	Evolution
Emissions de CO ₂ Siège social (Le Vaisseau)	413 651	486 864	-15 %
AUTRES IMPLANTATIONS	255 443	233 219	+9,5%
TOTAL	669 094	720 077	-7,1 %

- (1) Périmètre géographique : implantations France métropolitaine et Corse. Personnel concerné : dirigeants et personnel de BPI-Groupe SA et de ses filiales métiers Bpifrance Financement et Bpifrance Investissement, à l'exception des deux directeurs régionaux d'outre-mer.

¹⁷ Ces données correspondent aux données facturées des consommations d'électricité (kWh) et de gaz (kWh PCS) auxquelles des facteurs d'émissions (source Base Carbone) ont été appliqués. La consommation de fuel, non significative, n'est pas prise en compte dans le calcul.

Siège social (Le Vaisseau) : électricité et gaz facturés ; autres implantations : électricité facturée.

EMISSIONS DE CO ₂ (en kg _{éq} CO ₂) résultant des déplacements professionnels BPI-Groupe SA ¹⁸			
	Bpifrance Financement	Bpifrance Investissement	TOTAL (dont BPI-Groupe)
TRAIN ¹⁹	17 463	8 611	26 165
AERIEN	430 351	199 852	643 554
FLOTTE véhicules	1 331 180	23 921	1 355 101
TAXIS	5 810	8 401	14 211
TOTAL	1 784 804	240 785	2 039 031

Les déplacements en train et en avion comportent des éléments exceptionnels, résultant de la réunion en région parisienne de l'ensemble du personnel de **Bpifrance**. Les émissions induites sont de 28 871 kg de CO₂ et seront compensées par le soutien à un projet porté par la Fédération Française du Bois.

EAU

EAU SIEGE SOCIAL			
	2014	2013	Evolution
Consommation relevée en m ³	9 392	8 831	+6,4 %

La nette augmentation de la consommation d'eau, malgré les mesures prises, résulte des travaux importants réalisés sur l'immeuble : curage de toutes les canalisations, nettoyage de la « cour d'honneur » et des espaces terrasse du 7^{ème} étage, et n'est donc pas imputable aux consommations courantes du personnel.

DECHETS

DECHETS SIEGE SOCIAL			
Type de déchets (en tonnes)	2014	2013	Evolution
Déchets d'activité	178,53	182,37	-2,1 %

¹⁸ Hors utilisation de véhicules personnels, de location, et hors déplacements par rail hors SNCF.

Déchets de maintenance	0	0	N/A
Déchets travaux	13,68	0	N/A
TOTAL	192,21	182,37	5,4 %

L'augmentation du tonnage des déchets en 2014 est imputable aux déchets travaux, résultant de la rénovation et du réaménagement des 6^{ème} et 7^{ème} étages. Les déchets d'activité enregistrent au contraire une légère diminution, résultant essentiellement d'une baisse significative des destructions de papier, particulièrement élevées en 2013 lors de la réorganisation des équipes au siège social.

La répartition des modes de valorisation reste stable.

% de valorisation des déchets LE VAISSEAU		
	2014	2013
Matière	50	52
Energétique	50	48

PAPIER

Consommation de papier ²⁰ (tonnes) BPI-Groupe SA			
	2014	2013	Evolution
Bpifrance Financement	126,9	128,6	-1,3 %
Bpifrance Investissement	15,8	4,5	N/A
TOTAL	142,7	133,1	+7,2 %

La consommation de papier 2013 de Bpifrance Investissement s'entend hors la branche d'activité ETI/GE, ce qui explique l'augmentation globale du volume de papier de reproduction et copie de 2014 au regard de 2013, et ce malgré les mesures de réduction de cette consommation engagées au siège social et sur l'un des principaux sites.

Une première mesure de la consommation de papier générée par les documents de communication imprimés à l'extérieur, par des professionnels labellisés Imprim'Vert, avec des encres végétales, sur du papier fabriqué à 100% à base de fibres provenant de forêts gérées de manière durable et équitable, a été effectuée sur 2014.

Cette consommation s'est élevée à 19 tonnes, dont 6,6 tonnes résultant de l'édition de l'ouvrage retraçant les origines de **Bpifrance**.

²⁰ Papier d'impression et de reproduction, hors papier à en-tête et travaux confiés à des imprimeurs